

Paris, le 25 janvier 2017

L'épisode gripal qui a touché la France est l'illustration d'un système qui s'effondre.

La FMF présente son programme de politique de santé aux candidats de la présidentielle.

Des libéraux pas ou peu sollicités, des maisons de garde libérales quasi vides pendant que les patients s'entassent aux urgences hospitalières pour des pathologies qui n'ont rien à y faire. Des personnes âgées fébriles hospitalisées car la mise en route des services médico sociaux nécessaires à leur maintien à domicile n'a pas été possible.

La FMF propose :

- Un système de santé où l'accès à l'hôpital soit régulé.
- Un système où les libéraux disposent du personnel nécessaire à l'accueil des soins non programmés qui n'ont rien à faire aux urgences.
- Un système où les services médico sociaux sont capables de mettre en œuvre sur simple demande de l'IDE ou du médecin traitant, un portage de repas et/ou une auxiliaire de vie.

Cette mise en place rapide n'a pas été possible malgré, et sans doute à cause de moyens de coordinations concurrents, MAIA, Paerpa, Prado, CLIC, réseaux de santé et bientôt PTA.

- La FMF entend démontrer qu'une réforme est possible, en osant définir le rôle de chacun et en améliorant la coordination des soins bien souvent inexistante entre la ville et l'hôpital.
- Cette réforme doit garantir, renforcer et améliorer l'état de la santé médicale en France.

Cette réforme doit

- garantir aux médecins et aux patients la liberté et l'indépendance nécessaire aux choix médicaux qui ne peuvent être qu'individualisés, si on veut atteindre l'excellence
- permettre aux médecins d'avoir les moyens de développer l'accès aux soins sur tout le territoire en fonction des spécificités territoriales
- donner aux médecins des revenus au niveau de la moyenne européenne.

La FMF démontre qu'une telle réforme est finançable rapidement, mais elle n'est pas indifférente à la proposition de **Didier Tabuteau** et de **Martin Hirsch** sur l'institution d'une sécurité sociale universelle financée par **une redistribution des 35 milliards des complémentaires**.

Cela suppose une revalorisation de tous les actes à la hauteur du coût réel de la pratique et une garantie d'une indexation des tarifs. La FMF n'y voit pas une étatisation dans la mesure où la liberté du choix du praticien par le patient est garanti, ainsi que la liberté d'installation et l'indépendance du prescripteur. Ceux qui ont instauré la ROSP, n'ont pas craint d'installer un conflit d'intérêt dans la prescription alors que cet argent serait plus utile dans un forfait structure gage de qualité avec une garantie de coordination des soins.

Les médecins de la FMF n'ont pas peur d'une vraie réforme, mais ils ne soutiendront pas une politique de santé qui diminue ou détruit le réseau national accessible à tous, qu'ils ont mis en place lorsqu'on leur donnait les moyens nécessaires.

Contact PRESSE : Jean-Paul Hamon/ 06 62 62 00 67 - jp.hamon.dr@wanadoo.fr

A propos

Créé en 1968, la FMF, Fédération des Médecins de France, est un syndicat professionnel regroupant médecins généralistes, spécialistes et Mep. Les mots clés sont l'indépendance, transparence, 1 adhérent = 1 voix, et l'innovation. Deuxième syndicat national lors des élections professionnelles de 2015, la FMF est l'unique syndicat national à avoir signé la convention médicale de 2016. La FMF est présidée depuis 2011 par Jean-Paul Hamon, médecin généraliste, co-auteur avec le journaliste Daniel Rosenweg du livre « La fin de notre système de santé », publié chez Albin Michel.